

tant que la conservation à tout prix du pouvoir, les gauches russes – comme Rosa Luxembour – percevaient toute l'influence idéologique néfaste qu'aurait pour l'avenir la transformation du pouvoir des soviets en un organe contre-révolutionnaire. Toujours dans le n°1 du « Communiste », c'est Radek qui, n'étant pas encore le personnage dévoué au capitalisme d'État russe dont nous avons précédemment souligné les sales besognes, écrivait : « Si la révolution russe était renversée par la violence de la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtrait de ses cendres comme le Phénix; mais si elle perdait son caractère socialiste et décevait ainsi les travailleurs, ce coup aurait des conséquences dix fois plus terribles pour l'avenir de la révolution russe et internationale » (cf. Brinton, p.110).

III BREST-LITOVSK : HIER ET AUJOURD'HUI

Le caractère décisif du traité de Brest-Litovsk

Dans l'article de la « Pravda » paru le 25 février 1918 et intitulé « une leçon dure mais nécessaire », Lénine écrivait : « La semaine du 18 au 24 (II) février 1918 entrera dans l'histoire de la révolution russe – comme un des grands tournants historiques » (cf. tome 27, p.57, Oeuvres complètes). Ce fut au cours de cette semaine-là qu'il renversa la situation en sa faveur en obtenant la majorité au sein du Comité Central du parti bolchévik grâce à la menace de l'avance allemande. La politique de paix à tout prix qu'il prônait passa dans les faits quelques jours plus tard à Brest-Litovsk aux dépens de l'extension de la révolution.

Lénine avait raison d'insister sur le caractère décisif de l'orientation prise à cette époque pour l'évolution ultérieure du processus révolutionnaire russe et international. Et pourtant, dans toute la littérature historique et politique qui existe sur la période en question, les faits qui conduisirent à Brest-Litovsk et le traité lui-même sont le plus souvent analysés comme une simple phase du processus parmi d'autres: Bien peu d'auteurs dont les études sont dignes d'intérêt (cf. bibliographie) en soulignent l'importance particulière. Si certains comprennent les implications radicales des débats qui secouèrent les soviets et le parti bolchévik à ce sujet (Victor Serge par exemple y consacre une cinquantaine de pages dans le tome 1 de son livre « L'An 1 de la révolution russe »), c'est aussi pour adopter la position de Lénine et la mettre en valeur comme seule sanction « réaliste » des faits. Quelqu'un comme E-H Carr met cependant en évidence la contradiction fondamentale qui existe dans la politique extérieure du pouvoir soviétique à partir de Brest-Litovsk: il perçoit la défense de l'État russe comme un obstacle au soutien de la révolution internationale (c'est ce qu'il appelle « la politique double » dans le tome III de sa « révolution bolchévique » !).

Notre position affirmée maintes fois avec clarté depuis le début est que Brest-Litovsk a signifié que la défense de l'État russe n'était pas simplement un obstacle mais une impasse: avec la signature du traité de paix, c'était l'enterrement de toute possibilité d'extension de la révolution et la suite de la politique extérieure des bolchéviks ne fut pas « double » mais entièrement orientée par la défense des intérêts de l'État national, à la fois sa reconstruction et son expansion. Toute la phraseologie « révolutionnaire » du parti consista à jeter de la poudre aux yeux des groupes communistes radicaux des autres pays pour compenser l'effet négatif des compromis avec le capitalisme. Il n'y eut ainsi qu'une distinction

formelle entre Tchitchérine, le commissaire aux affaires étrangères, et Zinoviev, le premier président de la III^e Internationale, car dès sa fondation, cette dernière ne fut conçue que pour récupérer le mouvement communiste en rupture avec la social-démocratie et la II^e Internationale afin de le mettre au service d'un capitalisme d'État en gestation. Lorsque la main-mise sur le mouvement mondial naissant fut quasiment assurée, les tactiques et les compromis furent érigés en politique « révolutionnaire » et officiellement théorisés: les bolchéviks ne conservèrent la phraséologie précédente que pour les « grandes occasions » (anniversaires, défilés, etc...) !

Une indispensable réflexion théorique à ce sujet.

Parmi les tentatives de réflexion théorique sur les causes premières de la contre-révolution, laquelle allait durer jusqu'à la fin des années 60, rares sont celles mettant en évidence aussi clairement que le texte extrait de « *L'Internationale* » rédigée en 1937 (cf. annexe IV) le poids de la politique extérieure fondamentalement erronée des bolchéviks – et ceci dès l'époque de Lénine – sur l'évolution du processus révolutionnaire mondial. La plupart des textes écrits par le courant ultra-gauche d'avant la 2^e guerre impérialiste restent bien en-deçà de cette analyse. Pour les uns, comme le courant bordiguiste, la période léniniste demeure un sujet pratiquement *tabou* et la présence dans la III^e Internationale non seulement ne se discute pas mais est justifiée jusqu'en 1926. Aujourd'hui encore, certains s'efforcent de façon plus ou moins critique de « redorer le blason » de cette thèse bordiguiste et pour expliquer la nécessité de signer la paix, comme de faire d'autres compromis, avec la paysannerie par exemple, *inventent le concept aberrant d'un État transitoire extérieur à la dictature du prolétariat*. Pour d'autres, comme le courant conseilliste, la révolution russe est assimilée purement et simplement à une *révolution bourgeoise* car il la sépare de l'ensemble du mouvement prolétarien issu, avec ses forces mais aussi avec ses faiblesses, de la crise mondiale du système sanctionnée par 1914 et de la rupture vis-à-vis de l'ancien mouvement passé avec armes et bagages du côté du capital. Il ne tient compte que du poids de l'arriération économique de la Russie. Ainsi, le raisonnement primaire de ce courant qui conduit à nier tout le caractère prolétarien de la révolution russe, ne lui permet pas de comprendre les causes de la subsistance, puis de l'emprise définitive des tendances capitalistes dans la politique bolchévik et sur le prolétariat russe puis international. Bien au contraire, il en arrive à placer presque exclusivement les causes du cours bourgeois dans les agissements machiavéliques des bolchéviks qui deviennent par là même de véritables démiurges commandant les événements objectifs selon leur volonté ! En définitive, puisqu'il n'y a pas eu révolution prolétarienne en Russie pour les conseillistes, la contre-révolution n'existe pas et la seule leçon à tirer est celle que tout parti est foncièrement bourgeois (il est amusant de souligner par ailleurs que dans cette thèse l'existence des soviets russes n'est jamais perçue comme une contradiction avec l'affirmation du caractère bourgeois de la révolution !)

Notre réflexion sur Brest-Livtovsk ne veut être ni l'exégèse historique, ni un exercice de style, elle cherche à se placer dans le cadre d'un travail d'approfondissement théorique et pratique sur les problèmes de la période de passage au communisme *qui vont se poser demain et qui se préparent aujourd'hui*: destruction de l'État, dictature du prolétariat, extension de la révolution, utilisation de la violence, abolition du salariat et de l'économie marchande,... Au nom d'un « refus de la politique » aussi simpliste et dangereux que celui des anarchistes depuis la 1^{re} Internationale, il n'est pas question de considérer une partie de ces

problèmes comme sans importance et de sombrer dans toutes sortes d'élucubrations sur le communisme *intégral*. L'économisme du texte de la gauche hollandaise intitulé « les principes de la production et de la distribution communistes » (cf. extraits ou résumés dans le supplément à ICO n°101, ou dans les Cahiers du Communisme de Conseils numéros 11 et 12) illustre l'impasse où peut conduire un saut théorique dans le futur sans avoir examiné complètement les conditions du passage à celui-ci. Malgré toute la valeur de la tentative de s'attaquer aux problèmes économiques de la période de transition après les gloses marginales de Marx au programme de Gotha, le côté positif de ce texte reste essentiellement l'explication des raisons pour lesquelles l'étatisation ou la nationalisation n'a rien à voir avec la socialisation. Les théorisations à partir du temps de travail social moyen comme base d'une production et d'une répartition communistes et leurs projections pratiques (ex: les bons de travail) ne représentant pas, *par contre*, une solution de rupture avec la loi de la valeur. Même si actuellement les conditions sont plus mûres qu'à l'époque de Marx, elles ne nous permettent toujours pas d'envisager de façon *programmatische* l'organisation économique et sociale du communisme inférieur (période de transition), et à fortiori du communisme supérieur; elles nous aident *avant tout* à mieux cerner les possibilités de destruction du système capitaliste qui, en dépit de sa décadence et de sa crise, ne s'effondrera pas de lui-même pour céder la place au communisme, la 3^e guerre mondiale demeurant pour lui en dernière limite une autre façon de continuer sa politique économique et de perpétuer l'exploitation ! Faut-il rappeler que Marx au-delà de ses travaux sur l'économie (achèvement du « Capital ») s'était donné comme objectif essentiel une étude sur « la lutte pour l'abolition de l'État et de la société bourgeoise » (cf. M. Rubel, « Marx, critique du marxisme », éd. Payot, p. 398) ?

Le mythe de la « collusion germano-bolchevique ».

L'explication bourgeoise de l'histoire place à la racine des faits la *volonté machiavélique* des individus et des groupes ou la *manipulation* de ceux-ci à l'aide de sommes d'argent, voire d'autres expédients. C'est la démarche de laquelle se rapproche un auteur comme David Shub, ex-bolchevik qui participa à la révolution de 1905 et qui, condamné à la déportation en Sibérie, réussit à s'échapper et s'installa aux États-Unis. Dans son livre « Lénine » (cf. éd. Gallimard, coll. Idées, n°269, p.257-59), il écrit par exemple: « les grandes raisons idéologiques qui ont amené Lénine à conclure le traité de paix sont connues depuis 1918. Et tout porte à croire que l'Allemagne l'aurait emporté de toute façon étant donné sa supériorité militaire. Pourtant, ce n'est que depuis quelques dizaines d'années que les historiens se trouvent à même de mesurer l'importance des pressions d'ordre non militaire que l'Allemagne sut exercer sur Lénine en 1917-18. En effet, vers la fin des années 1950, les chercheurs ont pu avoir accès aux archives, et donc aux documents secrets, des empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie (*Shub fournit dans une note la liste des documents accessibles*). Ces documents confirment quant à l'essentiel les accusations du Gouvernement provisoire suivant lesquelles les Bolchéviks avaient reçu de l'argent de l'ennemi pour démorceler l'armée, renverser le Gouvernement provisoire et conclure une paix séparée. Le point de départ de ces manœuvres fut le subside de 5700 dollars versé au « Sozial-Demokrat » de Lénine par l'« Union pour la libération de l'Ukraine » – association que patronnait le gouvernement autrichien. Le haut de la vague fut marqué par les activités de l'« institut scientifique », que Parvus dirigeait à Copenhague, de Ganetski et de divers diplomates germaniques pendant la période trouble qui s'étend de la chute des Romanov



Réception de Trotsky et de la délégation russe par des officiers allemands le 7 janvier 1918 — De face, Kamenev et Ioffé, à droite, Trotsky.

au coup d'état d'octobre 1917. Cependant, la prise du pouvoir ne tarit pas les subventions allemandes. Ainsi, le 28 novembre 1917, le Sous-Secrétaire d'État allemand télégraphiait à son ambassadeur à Berne: « Selon certaines informations, le gouvernement de Pétrograd se trouve aux prises avec de graves difficultés financières. Il serait bon par conséquent de lui envoyer de l'argent ». Quelques jours après, le secrétaire d'état von Kühlmann câblait à son officier de liaison auprès du GQG: « Ce n'est qu'à partir du moment où nous avons versé régulièrement, par diverses filières, de fortes sommes aux Bolchéviks que ceux-ci ont pu vraiment lancer leur principal organe, « la Pravda », mener une propagande vigoureuse et étendre notablement la base de leur parti, si étroite à l'origine. Aujourd'hui, les Bolchéviks sont au pouvoir; personne ne peut prévoir combien de temps ils le conserveront. Ils ont besoin de la paix pour consolider leur position; par ailleurs, nous avons un intérêt évident à ce qu'ils exploitent la période pendant laquelle ils se trouvent au pouvoir, laquelle sera peut-être très brève, afin tout d'abord de conclure un armistice et ensuite, si possible, la paix ». Même après la conclusion du traité de Brest-Litovsk, les diplomates de l'Allemagne impériale continuèrent de soutenir le régime léniniste... ». Après avoir donné de nouvelles preuves des subventions allemandes, cet auteur conclut en disant: « Il est inconcevable que Lénine n'ait pas été au courant de l'aide opportune et substantielle accordée à son Parti par le gouvernement du Kaiser. Assurément, ces subventions ne changeront rien à ses vues; tout au contraire, c'est en raison même de ses vues qu'il en était le destinataire idéal » (p.259-60). *Avec ce genre de démarche, il est facile de revenir également sur la légende du « wagon plombé » (voir note précédente à ce sujet) et d'en tirer les mêmes idées de manipulation allemande.* C'est ce qu'explique Renata Bounazel dans « Rapallo, naissance d'un mythe » (cf. déjà cité, p.118-19): « De la rencontre de la Prusse pangermaniste avec le panslavisme moscovite — par la médiation de Hegel et de Marx — la pire conséquence à se présenter sera le bloc de leur alliance: une alliance monstrueusement forte. Car à la technique allemande, jointe à la masse russe, qui donc, sur le vieux continent, pourrait espérer résister ? ». La prophétie de Michelet semble se réaliser en 1917 lorsque Lénine et ses compagnons regagnent la Russie en traversant l'Allemagne, avec l'accord tacite de l'état-major et du gouvernement allemands qui mettent à leur disposition le fameux « wagon plombé ». Cet épisode, somme toute secondaire, de la révolution russe va avoir pour conséquence de faire apparaître Lénine comme un allié des puissances centrales, voire comme un agent à la solde du gouvernement allemand, chargé de renverser le pouvoir tsariste au profit de l'Allemagne impériale, et cette idée influera durablement sur l'image qu'on se fera en Occident des Bolchéviks ». Et elle indique quelques lignes après comment tout cela culmine à propos de Brest-Litovsk: « La paix de Brest-Litovsk, malgré son caractère extrêmement humiliant pour le pouvoir soviétique et les conditions très dures qu'elle lui impose, symbolise ainsi pour les français la « trahison » de la nouvelle Russie à un des moments les plus cruciaux de la guerre et loin d'être sensibles aux subtilités de la diplomatie soviétique et en particulier de Trotsky qui, par la formule « ni paix ni guerre », veut donner la preuve que les Bolchéviks ne sont pas complices de l'Allemagne impériale, ils y voient au contraire la manifestation éclatante d'une conspiration entre dirigeants soviétiques et allemands. Ainsi naît en France, le mythe de la « collusion germano-bolchévique » qui marquera si profondément la politique française de l'après-guerre ».

La rupture de 1914 et le poids idéologique du passé.

Certes Lénine utilisa abondamment les contradictions inter-impérialistes et d'abord *à un niveau militant* pour lui et pour le parti bolchévique (traversée de l'Allemagne dans le « wagon », perception de diverses sommes d'argent...) Ensuite, *il érigea ces pratiques en tactique « révolutionnaire »* qu'il appliqua au nom du prolétariat lors de Brest-Litovsk. Mais aux sources de cette utilisation, il n'y avait ni machiavélisme, ni manipulation par intérêt au service de tel ou tel impérialisme ! C'est là où il faut être clair par rapport à l'explication bourgeoise de l'histoire.

Si Lénine sous-estima le poids des pressions du système capitaliste et leur rôle dans la récupération éventuelle d'un processus révolutionnaire par le biais des compromis, *c'est parce que ses objectifs et le programme du parti bolchévique (même après les thèses d'Avril) faisaient survivre et coexister d'anciennes positions à côté des nouvelles imposées par la crise et le mouvement révolutionnaire.* Il n'y eut jamais abandon de la séparation social-démocrate entre programme minimum et programme maximum. Une fois au pouvoir, les bolchéviques privilégièrent les pressions du système aux dépens des pressions des masses, ils imposèrent de plus en plus les anciennes positions par rapport aux nouvelles (à l'image de la social-démocratie allemande, le programme minimum prit le dessus sur le programme maximum qui ne servit plus que de couverture idéologique comme chez Kautsky !). Ils devinrent ainsi les facteurs actifs d'une restructuration du système sous la forme correspondant à sa phase de décadence : le capitalisme d'État.

Malgré leur rupture objective avec l'ancien mouvement ouvrier en 1914, les bolcheviks et Lénine – *comme d'ailleurs l'ensemble des courants qui se retrouvèrent à Zimmerwald et à Kienthal* – étaient loin de saisir toutes les implications théoriques et pratiques de cette rupture, *et en particulier sur le processus de passage au communisme.* Tout en comprenant qu'une nouvelle période était ouverte, ils ne se débarrassèrent pas totalement des données subjectives propres à l'ancien mouvement. *C'est donc dans les insuffisances d'approfondissement politique de la rupture de 1914* qu'il faut chercher les raisons des diverses fluctuations de Lénine, de la persistance et du maintien des positions social-démocrates, puis de leur domination dans le parti bolchevik avec le traité de Brest-Litovsk.

Ainsi s'éclaire l'évolution de Lénine qui le mène des mots d'ordre « défaitisme révolutionnaire » et « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » (1915-16) à celui de « paix démocratique » (avril 1917), puis enfin à ceux de « paix sans conditions » et de « défense de la patrie » (nov.17-fév.18). Dans l'extrait suivant sont concentrées toutes les justifications d'une pseudo « nouvelle politique » issue des insuffisances de la rupture de 1914 : *« Depuis le 25 octobre 1917, nous sommes des partisans de la défense nationale; depuis ce jour, nous sommes pour la défense de la patrie. Car nous avons prouvé dans les faits que nous avons rompu avec l'impérialisme. Nous avons dénoncé et divulgué les accords-complôts infâmes et sanglants des impérialismes. Nous avons renversé notre bourgeoisie. Nous avons donné la liberté aux peuples que nous opprimeons. Nous avons donné la terre au peuple et instauré le contrôle ouvrier. Nous sommes pour la défense de la République socialiste soviétique de Russie. Mais c'est justement parce que nous sommes pour la défense de la patrie que nous réclamons une attitude sérieuse quand on traite de la capacité de défense et de la préparation militaire du pays. Nous déclarons une guerre sans merci à la phraséologie révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire. Celle-ci doit être préparée longuement, sérieusement, en commençant par le relèvement économique du*

pays, par la remise en état des chemins de fer (sans lesquels la guerre moderne n'est qu'une phrase dénuée de sens), par la restauration à tous les échelons de la plus stricte discipline et de la maîtrise de soi révolutionnaires » (cf. Lénine, « Une leçon dure mais nécessaire », déjà cité, p. 59).

La liste des positions politiques du passé *réintroduites dans le nouveau mouvement* était donc très importante: substitutisme du parti au prolétariat, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, terre aux paysans, nationalisations et contrôle ouvrier,... A propos du capitalisme d'État considéré comme « pas en avant », « antichambre du socialisme », Anton Pannekoek avait montré dès 1916 dans « Vorbote » (l'avant-coureur) – organe en langue allemande des zimmerwaldiens de gauche dont faisaient partie les tribunistes hollandais – *que l'étatisation dite socialiste n'était en fait qu'un moyen d'aménagement du capitalisme visant à renforcer l'exploitation du prolétariat : « L'expérience faite pendant la guerre, du contrôle de l'État sur l'organisation de l'industrie et du commerce a fait mûrir, en bien des esprits bourgeois, l'idée du « socialisme » d'État. Les avantages d'une production à direction unifiée par rapport à l'économie privée sont aujourd'hui notoires... Ce socialisme d'État ne peut qu'aggraver la condition prolétarienne, renforcer l'oppression. Malgré cela, il est à prévoir qu'une grande partie de la social-démocratie ne s'y opposera pas et même le soutiendra. Sa vieille idéologie liera en effet la social-démocratie au nouveau système d'exploitation étatique... »* (cf. « Pannekoek et les Conseils Ouvriers » de Serge Bricianer, E.D.I., p. 126-27).

La gauche germano-hollandaise et la gauche polonaise *furent beaucoup plus conscientes que les bolcheviks des positions erronées qu'il ne fallait pas répéter mais critiquer et écarter* pour être à la hauteur politique de la nouvelle période ouverte en 1914 : *« L'effondrement de l'Internationale ne marque pas seulement le triomphe du nationalisme sur l'internationalisme, mais aussi la faillite de la tactique qu'elle avait adoptée (...). La catastrophe présente ne signifie pas simplement que le prolétariat s'est révélé trop faible pour empêcher la guerre. Elle signifie également que les méthodes du temps de la II^e Internationale sont incapables de hisser la force matérielle et spirituelle au niveau nécessaire pour briser la puissance de la classe dominante. C'est pourquoi la guerre mondiale doit constituer un tournant décisif dans l'histoire du mouvement ouvrier (...). Cette phase nouvelle de la lutte exige une nouvelle orientation spirituelle, un effort de clarification. Car le prolétariat, agissant dans des conditions jamais vues, ne peut se fier à des normes de conduite et à des idées anciennes; d'où la nécessité absolue d'une rupture organisationnelle avec ceux qui ont transformé « la social-démocratie en instrument de l'impérialisme ».* Voilà ce qu'écrivait A. Pannekoek, dans l'introduction au numéro 1 de « Vorbote » (toujours d'après Bricianer, p. 121-22).

Et pourtant, ces gauches restèrent jusqu'en 1920 des soutiens, mêmes critiques, des bolcheviks et du régime russe. Pour la gauche polonaise, cela fut facilité grâce aux attaques contre L. Jogichès et à la scission orchestrée par Radek : elle alla jusqu'à renier toutes ses positions avancées, en particulier sur la question nationale, et finit par se fondre dans le bolchevisme. Pour la gauche germano-hollandaise, cela provint de son analyse théorisant une séparation entre les conditions objectives de la Russie et celles de l'Europe occidentale qui la conduisait à accepter la coexistence de deux tactiques différentes mais valables pour aller au communisme (cf. la « Réponse à Lénine » de H. Corter). *C'est seulement avec la constitution du K.A.P.D. que la plus grande clarification d'après 1914 sera réalisée grâce au dépassement accompli vis-à-vis de la social-démocratie et du bolchevisme.*

Les mystifications démocratiques et nationales contre la révolution prolétarienne mondiale.

Dans son article « A propos de la Brochure de Junius » (juillet 1916), Lénine avait reproché à Rosa Luxembourg de concevoir une « défense de la patrie » dans le cas où la social-démocratie allemande aurait assumé le programme de Marx, Engels et Lasalle de 1848 : « Le mot d'ordre de grande indivisible République allemande » !

« *L'autre erreur de jugement de Junius concerne la défense de la patrie. C'est la question politique capitale au cours d'une guerre impérialiste. Et Junius nous a confirmés dans la conviction que notre Parti a donné la seule réponse juste : le prolétariat est contre la défense de la patrie dans cette guerre impérialiste étant donné la possibilité et la nécessité de lui opposer la guerre civile pour le socialisme (et de tout faire pour la transformer en une guerre civile). Junius, lui, a mis excellemment en lumière le caractère impérialiste de la guerre actuelle, ce qui la distingue d'une guerre nationale, mais en même temps il est tombé dans une erreur fort étrange en voulant à tout prix accommoder un programme national à la guerre actuelle qui n'est pas nationale. C'est presque incroyable mais c'est ainsi.* » (cf. éd. la Taupé, p. 240).

Rosa Luxembourg saura dépasser cette erreur fort étrange » en définissant la seule alternative possible à l'impérialisme dans son discours-programme de la Ligue Spartacus : la révolution prolétarienne internationale ! *Le cheminement de Lénine sera inverse puisque c'est lui qui la commettra.* En signant la paix de Brest-Litovsk, il fera appliquer un programme national aux dépens de l'extension de la révolution. Ce qui différencie ce programme national de celui de 1848, c'est simplement son étiquette « socialiste » qui remplace celle de « républicaine ». En effet, l'État capitaliste renversé et baptisé « prolétarien », avec à sa tête les bolcheviks, et les mesures économiques visant à renforcer le capitalisme d'État, n'avaient rien à voir avec le socialisme mais de plus elles étaient les meilleurs obstacles sur la voie y conduisant. Évidemment, Lénine pensait le contraire et pour cela il envisageait « dans certaines conditions particulières, la guerre éventuelle pour la défense de « l'État socialiste » contre les États bourgeois » (souligné par nous – cf. « A propos de la Brochure de Junius », p. 244). Cela doit être rapproché de son erreur sur la question nationale : *après 1914, il croyait encore possible malgré sa compréhension du cadre impérialiste comme déterminant, la transformation de la guerre impérialiste en guerres nationales à certaines desquelles il attribuait un caractère progressiste car anti-impérialiste :*

« *Une guerre nationale peut se transformer en guerre impérialiste, mais l'inverse est vrai aussi. Exemple : les guerres de la grande révolution française ont commencé en tant que guerres nationales et elles l'étaient effectivement. Elles étaient révolutionnaires, car elles avaient pour objectif la défense de la grande révolution contre la coalition des monarchies contre-révolutionnaires. Mais quand Napoléon eut fondé l'Empire français en asservissant toute une série d'États nationaux d'Europe, importants, viables, et depuis longtemps constitués, alors les guerres nationales françaises devinrent des guerres impérialistes, qui engendrèrent à leur tour des guerres de libération nationale contre l'impérialisme de Napoléon* » (cf. idem p. 234-350)

Ne faisant pas de différence fondamentale entre le processus d'une révolution bourgeoise et celui d'une révolution prolétarienne, Lénine concevait la possibilité pour la guerre civile de débiter et de marquer un arrêt provisoire sur le plan national. Même avec sa thèse de la « révolution permanente », Trotsky se trompait également : il ne peut y avoir trans-

croissance d'un cours démocratique en un cours socialiste même en passant de l'échelle nationale à l'échelle internationale car cela signifierait qu'à l'époque impérialiste comme au XIX^e siècle, la démocratie aurait encore un rôle progressiste pour le prolétariat.

La grande leçon de Brest-Litovsk est de montrer que la révolution prolétarienne surgit et se développe entièrement sur le plan international, donc de façon autonome vis-à-vis de toutes les mystifications démocratiques et nationales qui sont produites par le Capital décadent. Pour une dictature du prolétariat établie dans n'importe quelle zone géographique du monde, la condition sine qua non de conserver son caractère révolutionnaire est l'extension de la révolution.

Face à la crise mondiale actuelle du système capitaliste, le prolétariat qui a commencé à sortir de la contre-révolution de 50 ans, devra se réapproprier cette leçon et beaucoup d'autres s'il veut se libérer et par là-même entraîner l'humanité vers le communisme et non pas sombrer avec elle dans une barbarie encore accrue.

Comme le dit Rosa Luxembourg dans « la Brochure de Junius » :

« *Le prolétariat moderne, lui, se comporte tout autrement au sortir des grandes épreuves de l'histoire. Ses erreurs sont aussi gigantesques que ses tâches. Il n'y a pas de schéma préalable, valable une fois pour toutes, pas de guide infaillible pour lui montrer le chemin à parcourir. Il n'a d'autre maître que l'expérience historique. Le chemin pénible de sa libération n'est pas pavé seulement de souffrances sans bornes, mais aussi d'erreurs innombrables. Son but, sa libération, il l'atteindra s'il sait s'instruire de ses propres erreurs. Pour le mouvement prolétarien, l'autocritique, une autocritique sans merci, cruelle, allant jusqu'au fond des choses, c'est l'air, la lumière sans lesquels il ne peut vivre. Dans la guerre mondiale actuelle, le prolétariat est tombé plus bas que jamais. C'est là un malheur pour toute l'humanité. Mais c'en serait seulement fini du socialisme au cas où le prolétariat international se refuserait à mesurer la profondeur de sa chute et à en tirer les enseignements qu'elle comporte* » (déjà cité, p. 55-56).